

Dur de rater le bac... mais difficile de réussir sans !

Parents et enfants, dormez tranquilles : cette année encore, près de 90 % de ceux qui passeront le bac l'obtiendront, et souvent avec mention bien ou très bien. Ce n'est pas le niveau qui monte, mais les exigences qui baissent. Proposons aux prochains ministres de l'Éducation un objectif ambitieux : que 80 % des bacheliers sachent lire, écrire et compter correctement ! Ce que garantissait le certificat d'études.

Ainsi il est plus difficile aujourd'hui et surtout plus coûteux de passer le permis de conduire que d'obtenir celui d'accéder à l'enseignement supérieur. S'il est dur de rater le bac, il est aussi de plus en plus difficile de réussir sans lui. C'est la conséquence de la course aux diplômes dont nous dénonçons depuis trente ans les effets pervers.

Plus les diplômes sont dévalués et distribués comme des assignats, moins ils valent. À l'inverse, leur non-détention devient un facteur de marginalisation et d'exclusion. Quand un diplôme ne vaut plus rien, celui qui ne l'a pas vaut moins que rien. C'est en ce sens que le diplôme constitue une forme de discrimination sociale légale.

Et que son obtention jusqu'à un certain seuil est un antidote au chômage.

La course aux parchemins a donc des effets certains de relegation pour ceux qui n'en ont pas (faute d'un minimum de savoir

de base ou de savoir-être) et de frustration pour les surdiplômés.

Le système éducatif est concentré sur la sélection des champions de l'intelligence, quitte à dégoûter une partie des autres du sport éducatif. Tous ceux qui ont un diplôme finiront par trouver un emploi, même s'ils devront pour beaucoup revoir à la baisse leurs prétentions et/ou accepter une mobilité géographique et professionnelle. Les récents travaux du Cereq (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) donnent une bonne nouvelle : les deux tiers des jeunes sortis du système scolaire en 2010 avaient un CDI en 2013. Cependant, la protection relative du diplôme perdure mais se dégrade. Pour ceux sortis trois ans plus tôt, le taux de chômage des sans-diplôme était de 48 % en 2013 contre 32 % en 2007 ; de 25 % pour les diplômés du secondaire contre 15 % en 2007, de 11 % contre 7 % pour les diplômés du supérieur court et de 9 % contre 6 % six ans auparavant pour le supérieur long. Ainsi, il est toujours rentable sur le plan individuel d'aller le plus loin possible dans la course aux diplômes. Mais collectivement cette course est un gaspillage collectif qui engendre de multiples frustrations. Nombre de parents de milieux modestes qui se sont saignés pour payer les études de leurs enfants découvrent que l'ascenseur social par les études est en panne car la demande des entreprises s'ajuste tout simplement à l'inflation de l'offre de diplômes. Retenons le message : le diplôme protège de moins en moins et exclut de plus en plus.



DESSINS DOBRITZ

MICHEL GODET

Pour l'auteur*, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, la démocratisation de l'enseignement supérieur a contribué à accentuer le poids des inégalités sociales.

En outre, ces moyennes cachent de profondes disparités entre filières sélectives ou non. Les jeunes ingénieurs ont un taux de chômage stabilisé à 4 %. Tel n'est pas le cas des écoles de commerce, qui ont proliféré. Trois ans après la sortie, le chômage de leurs jeunes diplômés était de 9 % en 2013 contre 5 % en 2010. Mais pour les filières universitaires, le taux de chômage d'un bac + 5 (12 %) était même un peu supérieur à celui d'un bac + 2 (11 %) ! Certaines études sont rentables à condition de ne pas aller trop loin. Les surdiplômés

la formation continue ouverte en fonction des compétences réelles prouvées sur le terrain.

Nous avons commis une grave erreur collective depuis quarante ans avec l'allongement de la scolarité obligatoire, le niveau bac pour près de 70 % d'une génération, la démocratisation de l'enseignement supérieur. D'autant que cela a été fait dans une hiérarchie des formations où l'enseignement technique et professionnel est relégué au second plan par rapport à l'enseignement général. En Allemagne, l'apprentissage attire

un jeune sur deux, et constitue une filière d'excellence normale pour devenir ingénieur ou cadre. Ceux qui accèdent à

Le système éducatif est concentré sur la sélection des champions de l'intelligence, quitte à dégoûter une partie des autres du sport éducatif

universitaires coupés des réalités du marché du travail font peur aux employeurs.

Dans une société hiérarchisée par les diplômes, l'allongement de la scolarité initiale a accentué le poids des inégalités sociales d'origine et favorise la reproduction des classes dominantes avec la complicité active des enseignants (la moitié des reçus aux concours des grandes écoles ont au moins un parent enseignant). On le comprend, dans une société où seuls 5 % d'une génération accédaient au baccalauréat comme dans la France de 1950, l'égalité des chances était finalement meilleure, puisque les 95 % restants allaient pouvoir progresser par

des fonctions dirigeantes ont eu un long parcours initiatique dans les différentes fonctions de l'entreprise. Autre conséquence de la bonne formation professionnelle des ouvriers d'outre-Rhin, un encadrement deux fois plus faible qu'en France leur suffit. A coût du travail comparable, les entreprises allemandes sont ainsi plus compétitives. L'apprentissage n'attire chez nous qu'un jeune sur dix et le taux de chômage des jeunes actifs y est deux fois plus élevé ! Messieurs les ministres, vous savez ce qu'il faut faire, alors bon courage !

* « Libérez l'emploi pour sauver les retraités », Odile [Jacob](#) 2014.